

# REPUBLIQUE GABONAISE

**Union - Travail - Justice**

-----



---

## RAPPORT EXPLICATIF ACCOMPAGNANT LE PROJET DE LOI DE REGLEMENT, GESTION 2016

---

**Présenté**

**Au nom de M. Emmanuel ISSOZE NGONDET**

**Premier Ministre, Chef du Gouvernement**

**Par :**

- **M. Régis IMMONGAULT**, Ministre de l'Economie, de la Prospective et de la Programmation du Développement Durable
- **M. Mathias OTOUNGA OSSIBADJOUO**, Ministre du Budget et des Comptes Publics

# Table des matières

<b>PREMIERE PARTIE : LE CONTEXTE DE L'EXECUTION DU BUDGET .....</b>	<b>3</b>
<b>I. L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL EN 2016.....</b>	<b>4</b>
A. LA CONJONCTURE DANS LES PRINCIPAUX PAYS INDUSTRIALISES .....	4
B. LA CONJONCTURE DANS LES PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT.....	5
C. LA CONJONCTURE DANS LES PAYS DE LA CEMAC.....	6
D. L'EVOLUTION DES COURS DES PRODUITS DE BASE.....	6
<b>II. LE CONTEXTE ECONOMIQUE NATIONAL EN 2016 .....</b>	<b>8</b>
A. LE PRODUIT INTERIEUR BRUT.....	8
B. L'EMPLOI, LES SALAIRES ET LES PRIX.....	11
C. LA BALANCE DES PAIEMENTS EN 2016 .....	15
E. LA SITUATION MONETAIRE.....	17
<b>DEUXIEME PARTIE : L'EXECUTION DE LA LOI DE FINANCES 2016.....</b>	<b>20</b>
<b>I. L'EXECUTION DES OPERATIONS BUDGETAIRES .....</b>	<b>21</b>
A. L'EXECUTION DES RECETTES BUDGETAIRES .....	22
B. L'EXECUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES .....	25
<b>II. L'EXECUTION DES OPERATIONS DE TRESORERIE ET DE FINANCEMENT .....</b>	<b>31</b>
A. LES CHARGES DE TRESORERIE ET DE FINANCEMENT .....	32
B. LES RESSOURCES DE TRESORERIE ET DE FINANCEMENT .....	33
C. DETERMINATION DU RESULTAT .....	34

## **Première Partie : LE CONTEXTE DE L'EXECUTION DU BUDGET**

## I. L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL EN 2016

L'économie mondiale a légèrement ralenti en 2016 à 3,1% contre +3,3% en 2015. Cette évolution s'est opérée dans un contexte marqué par une décélération économique dans les pays avancés, tandis que les pays émergents et en développement, plus dynamiques, ont représenté trois quarts de la croissance mondiale.

L'activité économique mondiale a par ailleurs été affectée par l'atonie de l'investissement et de la consommation, notamment dans les pays avancés, en dépit du faible niveau des taux d'intérêt et d'une politique monétaire accommodante.

Le commerce mondial des biens et services, en volume, s'est replié, en lien avec l'investissement et le renforcement des politiques commerciales protectionnistes dans le monde. Les cours mondiaux de matières premières, bien qu'en phase de redressement progressif, sont restés à des seuils bas et demeurent faiblement rémunérateurs.

Enfin, en dépit d'une volonté des autorités monétaires américaine, européenne et japonaise de relever l'inflation, celle-ci a atteint un niveau en deçà des objectifs initiaux. Par contre, dans les pays émergents et en développement, l'inflation a légèrement reculé.

### A. LA CONJONCTURE DANS LES PRINCIPAUX PAYS INDUSTRIALISES

En effet, dans les économies des principaux pays avancés, la croissance s'est établie à 1,7% contre 2,1% en 2015. Les raisons divergent d'une économie à une autre. Ainsi, on note, selon les pays, un endettement élevé, une vulnérabilité du système financier, une demande atone, la faiblesse de l'investissement et la faible croissance de la productivité. A ce qui précède, il convient de rajouter un contexte avant et après Brexit incertain, qui a largement influé sur les choix et les décisions des agents économiques.

Aux **Etats-Unis**, la croissance économique s'est chiffrée à 1,6% contre 2,6% en 2015. En effet, l'économie a pâti du ralentissement des dépenses de consommation, moteur traditionnel de l'expansion américaine, et des dépenses de l'Etat fédéral, faiblement compensé par la bonne tenue du marché immobilier (+10,2%) et de l'investissement (+2,4%).

Au **Japon**, après une croissance de 1,2% en 2015, l'activité s'est renforcée en 2016 pour atteindre 1,4% grâce au soutien budgétaire, au recul des prix du pétrole, à une politique monétaire ultra-accommodante et à l'augmentation des revenus.

Dans la **zone euro**, après une croissance de 2,0% en 2015, l'économie a décéléré à 1,7%, suite à la baisse de confiance des investisseurs en raison de l'incertitude liée au Brexit et au retour de l'inflation. Néanmoins, la croissance s'est renforcée en Allemagne (+1,7%) et en Italie (+0,9%). Elle a par contre reculé légèrement en France (1,1% contre 1,2% en 2015).

En **Allemagne**, l'économie a enregistré sa plus forte hausse en cinq ans. La demande intérieure a été le principal moteur de la croissance, grâce à la faiblesse des prix de l'énergie qui a soutenu le revenu disponible réel et partant les dépenses des ménages. Les dépenses intérieures ont en outre bénéficié des dépenses publiques en faveur des réfugiés.

La contreperformance de l'**économie française** en 2016 est imputable aux évènements enregistrés en milieu d'année, à savoir : les grèves, les attentats et les inondations. Durant cette période, la consommation des ménages et l'investissement des entreprises sont restés stables. Par ailleurs, du fait d'un ralentissement plus marqué des exportations, le commerce extérieur a également impacté la croissance française.

Hors Zone euro, la croissance du produit intérieur brut de la **Grande Bretagne** s'est élevée à 2% contre 2,2% en 2015. Le dynamisme de cette économie découle des performances enregistrées par les principaux secteurs, notamment celui des services tirés par les composantes suivantes : finance, distribution, communication et transport.

## **B. LA CONJONCTURE DANS LES PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT**

Dans les pays émergents et en développement, la croissance s'est stabilisée à 4,1%, soutenue par les efforts de relance économique et par la remontée des cours de certaines matières premières. Toutefois, au regard de la diversité des pays composant cet ensemble, une multitude de situations a été observée. Ainsi, les pays émergents d'Asie, ont enregistré la plus forte expansion de ce groupe, pour représenter environ deux tiers de la croissance globale de cet ensemble. A contrario, la zone Amérique latine et Caraïbes est entrée en récession, tandis que l'Afrique subsaharienne a enregistré une croissance molle.

Dans les pays émergents d'Europe, l'activité économique a décéléré en 2016. Le contexte fragile des économies de la zone euro et les conflits géopolitiques en Ukraine ont pesé sur la croissance, en dépit d'une bonne tenue des exportations. Ainsi la zone a enregistré une embellie de sa production globale estimée à 2,5% contre 4,7% un an plus tôt.

En 2016, l'**économie russe** a continué à s'adapter à la faiblesse du niveau des prix du pétrole, aux sanctions occidentales et aux tensions géopolitiques. Dans ce contexte, le pays a enregistré une croissance de -0,2% de son PIB contre -2,8% en 2015.

Dans le sillage de la Russie, l'activité s'est relativement améliorée dans les autres pays de la Communauté des Etats Indépendants (CEI). En effet, quoique demeurée toujours en récession, la zone a réalisé une croissance estimée à -0,1% en 2016 contre -2,8% l'année précédente.

La croissance est restée vigoureuse dans les pays émergents et en développement d'Asie, avec une estimation à 6,3% contre 6,7% un an plus tôt. En dépit des difficultés liées au rééquilibrage de l'économie chinoise et à la faiblesse de la demande mondiale, l'Asie émergente et en développement est parvenue à conserver un certain dynamisme accentué par des réformes macroéconomiques et la bonne tenue de la consommation.

La croissance de l'**économie chinoise** s'est située à 6,7% en 2016 contre 6,9% en 2015. Ce ralentissement est lié à la baisse de l'investissement, nonobstant la reprise de l'activité globale du secteur privé et des mesures de politique monétaire contribuant à soutenir la croissance et le niveau général des prix. En 2016, les réformes visant à orienter l'économie vers un modèle basé sur la consommation plutôt que les exportations se sont poursuivies.

En **Inde**, malgré le rebond de l'activité enregistré au quatrième trimestre (+7,5%), la croissance annuelle s'est chiffrée à 6,6% contre 7,9% en 2015. Cette situation résulte de la contraction de l'investissement privé et de la consommation des ménages, suite à la pénurie de monnaie induite par le processus de démonétisation en cours.

L'ensemble des pays de la zone **Amérique latine et Caraïbes** a enregistré une croissance négative (-0,7%), consécutive à une récession au Brésil et à des difficultés économiques liées à la faiblesse des cours des matières premières ayant entraîné un recul de la consommation et de l'investissement, dans un contexte de durcissement des conditions financières.

Au **Brésil**, la récession s'est poursuivie sur la période considérée (-3,5% contre -3,8% en 2015). Cette situation s'explique par la hausse de l'inflation, la chute des cours des matières premières, la baisse de la demande domestique et le climat politique et institutionnel tendu.

Parallèlement, la récession s'est accentuée au **Venezuela**, en raison de la faiblesse des cours du pétrole, des difficultés macroéconomiques et des tensions sociopolitiques. La croissance s'est ainsi établie à -10% en 2016 contre -6,2% un an plus tôt.

Dans un contexte régional de récession, la production réelle du **Mexique** a cru de 2,2% contre 2,6% en 2015. Cette évolution est consécutive à la bonne tenue de la demande domestique, favorisée par l'expansion du crédit, et la hausse des transferts des fonds des travailleurs expatriés. Ce, en dépit des mesures protectionnistes liées au commerce avec les Etats-Unis.

La relative remontée des cours du pétrole a induit une hausse de la production de la zone **Moyen-Orient-Afrique du Nord**, estimée à 3,8% contre 2,7% en 2015, en dépit des tensions géopolitiques et des conflits militaires internes. La croissance régionale a été par ailleurs portée par la poursuite de politiques budgétaires saines, l'introduction des réformes et les efforts de diversification économique.

Après le ralentissement amorcé en 2015, l'économie des pays de l'**Afrique subsaharienne** a enregistré à nouveau une décélération. En conséquence, la croissance du PIB s'est située à 1,5% contre 3,4% l'année précédente. Cette évolution fait suite aux difficultés économiques rencontrées par les principales économies de la région (Nigéria et Afrique du Sud) qui pâtissent de la chute des cours des matières premières, du durcissement des conditions de financement et des incertitudes pesant sur leurs politiques économiques.

### **C. LA CONJONCTURE DANS LES PAYS DE LA CEMAC**

Selon les estimations de la CEMAC, il ressort, pour l'année 2016, un ralentissement économique plus marqué dans la sous-région, en rapport avec les effets dépressifs du repli des activités pétrolières sur la demande intérieure et sur le secteur non pétrolier. Ainsi, le taux de croissance s'est situé à +0,2% contre 1,7% en 2015 (- 6,4% pour le secteur pétrolier et +2,3% pour le secteur non pétrolier). Par pays, la croissance s'est déclinée ainsi qu'il suit : Cameroun (+5% contre 5,8% en 2015), RCA (+5,3% contre 4,9% en 2015), Gabon (+2,1% contre 3,9% en 2015), Congo (-2,1% contre +2,8% en 2015), Tchad (-5,1% contre +2,5% en 2015) et Guinée Equatoriale (-6% contre -9,5% en 2015).

### **D. L'EVOLUTION DES COURS DES PRODUITS DE BASE**

Les cours des matières premières se sont appréciés en 2016, en raison de la fermeté de la demande, notamment chinoise. A ce facteur s'est ajoutée une moindre abondance de certains produits de base, liée aux problèmes météorologiques (phénomène El Niño) ou réglementaires.

## **Le pétrole**

En 2016, après avoir enregistré une forte baisse en début d'année, le prix du baril de Brent a rebondi progressivement à partir de la mi-février, dans le sillage de l'amélioration de l'économie américaine et d'indicateurs témoignant d'une contraction de l'offre, notamment la mise à l'arrêt progressive de nombreux puits de gaz de schiste aux Etats-Unis. La hausse s'est accélérée en novembre avec la signature d'un accord majeur de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP) pour réduire sa production. Dans ce contexte, malgré ces améliorations progressives, le Brent s'est situé à 43,7 dollars le baril en 2016 contre 52,4 dollars en 2015 en moyenne annuelle, soit une baisse de 16,9%.

## **Le sucre**

La fermeté retrouvée du marché du sucre en 2016 est liée, entre autres, à l'entrée du marché mondial dans une phase déficitaire, après cinq années d'excédents. Face à une consommation qui augmente d'environ 2% par an, les cours du sucre ont progressé de 38,1% à 18,1 cents la livre en 2016.

## **Le cacao**

Après une expansion des cours favorisée par la faiblesse de la livre sterling, les prix du cacao ont reculé de 7,8% à 2 892 dollars la tonne en moyenne en 2016. En effet, la perspective d'une bonne récolte ouest-africaine, notamment ivoirienne, pour la saison 2016-2017, a pesé sur les cours de ce produit.

## **Le café**

Les prix du café se sont accrus en 2016, en raison du phénomène El Niño qui avait affecté les récoltes de la saison écoulée et de l'appréciation des devises des pays émergents par rapport au dollar américain. Ainsi, le cours de l'arabica s'est stabilisé à 94,3 cents la livre, tandis que celui du Robusta a progressé de 2,5% à 164,5 cents la livre.

## **L'huile de palme**

Le cours de l'huile de palme a augmenté de 13,2% en 2016 pour s'établir à 639,9 dollars la tonne, suite à la sécheresse qui a impacté d'importantes régions de production, notamment en Asie. En effet, la baisse de l'offre mondiale (réserves et stocks) provoquée par le phénomène El Niño a continué de soutenir les prix.

## **Le caoutchouc naturel**

Les cours du caoutchouc naturel se sont appréciés de 5,4% pour se situer à 74,5 cents la livre en 2016. En effet, après les trois premiers trimestres de maintien à des niveaux encore bas, les cours du caoutchouc se sont fortement redressés à partir du quatrième trimestre, soutenus principalement par la baisse saisonnière de la production.

## **Le manganèse**

Les cours du manganèse ont amorcé une reprise à partir du deuxième trimestre 2016, suite à une réduction des stocks mondiaux de minerais. Après une forte baisse en 2015, le prix moyen du manganèse s'est amélioré de 38,3% à 4,30 USD/dmtu en 2016, rattrapant largement la baisse de l'année précédente (-17,5% à 3,77 USD/dmtu).

## Le fer

Les cours du minerai de fer ont augmenté de 4,7% en 2016 pour s'établir à 58,4 dollars la tonne, soutenus par la spéculation sur la demande chinoise. En effet, grâce aux mesures fiscales de soutien à l'activité en Chine, la demande de l'acier a été supérieure aux prévisions.

## L'or

Le prix de l'or s'est établi à 1 247,80 dollars l'once, en hausse de 7,6% sur un an. Cette augmentation s'explique par la fermeté de la demande mondiale et les politiques accommodantes des banques centrales.

## II. LE CONTEXTE ECONOMIQUE NATIONAL EN 2016

En 2016, le contexte économique national est marqué par le ralentissement de l'activité économique mondiale, la baisse des cours des matières premières et la dégradation des conditions de financement.

Ces conditions défavorables ont conduit à un ralentissement du taux de croissance accompagné d'une hausse des prix à la consommation. Cette évolution est portée par le secteur hors pétrole, suite à la réduction du taux d'expansion de l'activité du secteur pétrole.

### A. LE PRODUIT INTERIEUR BRUT

La croissance du Produit Intérieur Brut en 2016 s'est établie à 2,1%, soit un ralentissement de 1,8 point par rapport à 2015. Cette évolution résulte des performances du secteur non pétrolier qui a cru de 2,9% contre une baisse de 3,7% dans le secteur pétrole.

**Tableau n°1 : Evolution du taux de croissance**

	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>
<b>PIB total</b>	<b>4,6%</b>	<b>3,9%</b>	<b>2,1%</b>
PIB pétrole	-0,3%	8,6%	-3,7%
PIB hors pétrole	5,0%	3,2%	2,9%

Source : DGEPP

### 1 .Le PIB par secteur d'activité (offre)

L'analyse sectorielle du produit intérieur brut en 2016 révèle des évolutions positives dans les secteurs secondaire (+3,2%) et tertiaire (+5%), en dépit de la légère baisse de l'activité du primaire (-0,2%).

Les performances enregistrées dans le secteur primaire sont soutenues par la fermeté de l'activité agricole (+12,4%), de l'exploitation forestière (+8,5%) et gazière (+13,6%) qui a permis de contenir le repli des activités pétrolière (-3,7%) et minière (-14,2%).

Ainsi, la hausse d'activité dans la branche agricole résulte de l'accroissement de la production d'huile de palme par Olam (de 0,788 à 7,130 millions de tonnes en 2016). Concernant l'exploitation forestière, l'amélioration de ses performances provient de la forte demande des industries du bois. Le recul de la production pétrolière s'explique par les dysfonctionnements

opérationnels des installations, les incidents techniques enregistrés sur certains sites (notamment Obangue en mars 2016 et le terminal d'export de Gamba) et le déclin naturel des champs matures.

L'évolution à la hausse des activités du secteur secondaire découle des progrès constatés dans la quasi-totalité des branches. Ceux-ci seraient freinés par la baisse de l'activité dans les Bâtiments et Travaux Publics et la branche « Recherche et Services pétroliers ».

Cette tendance haussière est permise par la croissance des agro-industries (+6,5%) et de l'industrie du bois (+17,7%), en lien avec une demande en augmentation. Les performances de l'industrie minière (+17,9%) résultent de la remontée des prix du minerai de manganèse transformé. Le dynamisme de la branche Electricité et Eau est corrélé à l'optimisation des centrales thermiques (Alénakiri, Port-Gentil, etc.), compte tenu de la forte demande locale. Cette dynamique a été atténuée par le recul des « Bâtiments et Travaux Publics » (-1,1%), suite à l'arrêt de certains chantiers.

Le secteur tertiaire a enregistré la progression la plus significative, bénéficiant notamment de la bonne tenue des autres secteurs. Ses progrès découlent du dynamisme des branches « Transports et communications » (+5,9%), « Banques et assurances » (+6,6%) et « Services » (+3,4%). La conjoncture dans ce secteur a été principalement influencée par l'accroissement des commandes consécutif à l'organisation de l'élection présidentielle. Cependant, face au ralentissement global, l'activité de la branche commerce s'est repliée de 0,4%.

**Tableau n°2 : Evolution du Produit Intérieur Brut (PIB) par secteur d'activité**

En milliards de FCFA	PIB en volume (au Prix de 2001)				
	2014	2015	2016	15/14	16/15
<b>Produit Intérieur brut</b>	<b>5147,4</b>	<b>5347,1</b>	<b>5458,4</b>	<b>3,9%</b>	<b>2,1%</b>
<b>PIB marchand</b>	<b>4145,7</b>	<b>4300,8</b>	<b>4413,6</b>	<b>3,7%</b>	<b>2,6%</b>
<b>Secteur Primaire</b>	<b>991,8</b>	<b>1069,3</b>	<b>1066,9</b>	<b>7,8%</b>	<b>-0,2%</b>
<b>Agriculture, élevage, Pêche</b>	217,2	236,8	266,2	9,0%	12,4%
<b>Exploitation Forestière</b>	54,9	57,8	62,7	5,3%	8,5%
<b>Pétrole Brut</b>	641,2	696,2	670,7	8,6%	-3,7%
<b>Mines</b>	78,5	78,5	67,4	0,0%	-14,2%
<b>Gaz</b>	0,0182	0,0194	0,022	6,6%	13,6%
<b>Secteur Secondaire</b>	<b>1038,3</b>	<b>1023,8</b>	<b>1056,9</b>	<b>-1,4%</b>	<b>3,2%</b>
<b>Industrie agro-al, boissons</b>	110,8	110,5	117,7	-0,3%	6,5%
<b>Industrie du bois</b>	72,4	77	90,6	6,4%	17,7%
<b>Industrie minière</b>	0	5,4	6,4		17,9%
<b>Autres industries</b>	128	126,4	141,9	-1,3%	12,3%
<b>Raffinage</b>	7,8	8,7	9,7	11,4%	11,0%
<b>Electricité, eau</b>	49,5	51,7	53,4	4,5%	3,2%
<b>BTP</b>	298,4	287,4	284,2	-3,7%	-1,1%
<b>Service pétroliers</b>	371,4	356,7	352,9	-3,9%	-1,1%
<b>Secteur Tertiaire</b>	<b>1558,5</b>	<b>1647,4</b>	<b>1730,3</b>	<b>5,7%</b>	<b>5,0%</b>
<b>Transport et Communication</b>	436,9	492,5	521,7	12,7%	5,9%

<b>Services</b>	760,7	759,2	785,3	-0,2%	3,4%
<b>Commerce</b>	281,9	280	278,8	-0,7%	-0,4%
<b>Banques et Assurances</b>	230,6	245,4	261,7	6,4%	6,6%
<b>SIFIM</b>	-151,7	-129,7	-117,2	-14,5%	-9,6%
<b>DTI et TVA</b>	<b>557</b>	<b>560,4</b>	<b>559,5</b>	<b>0,6%</b>	<b>-0,1%</b>
<b>Services non Marchands</b>	<b>1001,7</b>	<b>1046,2</b>	<b>1044,7</b>	<b>4,4%</b>	<b>-0,1%</b>

Source: Estimations de la DGEPP.

## 2. Le PIB par la demande

En 2016, la croissance a été principalement portée par la demande intérieure, face à une contraction de la demande extérieure. En effet, contrairement à l'année précédente, on a enregistré une reprise de la demande nette intérieure (+0,2% en 2016 contre -4,3% en 2015), tandis que la demande extérieure s'est contractée de nouveau (-36,6%).

La hausse de la demande intérieure provient de l'amélioration de la consommation globale (+0,3%), malgré le repli de l'investissement total (-0,1%). Cette hausse est à mettre en lien avec la revalorisation des salaires dans le secteur public et la forte demande liée à la période électorale. Dans le même temps, la consommation de l'administration publique a marqué un repli (-4,3%), en raison de la baisse des dépenses de fonctionnement. De même, le recul de l'investissement total découle de la contraction de l'investissement public (-4,2%) et d'une dégradation de l'investissement pétrolier (-19,2%), non compensée par la hausse de l'investissement hors-pétrole (+15,8%).

L'évolution baissière de la demande extérieure provient du recul de la demande mondiale de matières premières. Le retrait des exportations de mines (-12,5%) découle de la diminution de la demande des produits sidérurgiques. Celui du pétrole (-4,4%) est imputable à la faiblesse des cours du baril.

**Tableau n°3 : Evolution de la demande en 2016**

	En volume (au prix de 2001)				
	2014	2015	2016	15/14	16/15
<b>PRODUIT INTERIEUR BRUT</b>	<b>5147,4</b>	<b>5347,1</b>	<b>5458,4</b>	<b>3,9%</b>	<b>2,1%</b>
<b>DEMANDE NETTE INTERIEURE</b>	<b>5876,9</b>	<b>5624,4</b>	<b>5634,2</b>	<b>-4,3%</b>	<b>0,2%</b>
<b>DEMANDE NETTE EXTERIEURE</b>	<b>-729,5</b>	<b>-277,3</b>	<b>-175,8</b>	<b>-62,0%</b>	<b>-36,6%</b>
<b>CONSOMMATION TOTALE</b>	<b>3638</b>	<b>3651,6</b>	<b>3662,7</b>	<b>0,4%</b>	<b>0,3%</b>
<b>Ménages</b>	2446,5	2546,8	2605,4	4,1%	2,3%
<b>Administrations</b>	1191,5	1104,8	1057,4	-7,3%	-4,3%
<b>INVESTISSEMENT TOTAL</b>	<b>2239</b>	<b>1972,7</b>	<b>1971,4</b>	<b>-11,9%</b>	<b>-0,1%</b>
<b>Privé</b>	1656,7	1489,1	1508,2	-10,1%	1,3%
<b>Dont : Pétrole</b>	771,4	617,1	498,3	-20,0%	-19,2%
<b>Hors Pétrole</b>	885,3	872	1009,8	-1,5%	15,8%
<b>Administration</b>	644,8	483,6	463,3	-25,0%	-4,2%
<b>EXPORTATIONS TOTALES</b>	<b>2134,2</b>	<b>2319</b>	<b>2252,3</b>	<b>8,7%</b>	<b>-2,9%</b>
<b>Pétrole</b>	1357,5	1505,5	1439,3	10,9%	-4,4%
<b>Hors Pétrole</b>	728,6	764	764,7	4,9%	0,1%

<b>Dont : Rentes et autres produits d'exportations</b>	170,2	178,6	184,2	5,0%	3,1%
<b>Mines</b>	293	301,8	264,1	3,0%	-12,5%
<b>Bois transformé</b>	265,5	281,1	313,5	5,9%	11,5%
<b>Produits manufacturiers</b>	0	2,4	2,9		20,40%
<b>IMPORTATIONS TOTALES</b>	<b>2863,7</b>	<b>2596,3</b>	<b>2428,1</b>	<b>-9,3%</b>	<b>-6,5%</b>
<b>Dont Consommations</b>	385,7	394,2	382,3	2,2%	-3,0%
<b>Equipements</b>	1310,5	1204,5	1059,6	-8,1%	-12,0%
<b>Intermédiaires</b>	801,5	657,2	636,8	-18,0%	-3,1%

Source: Estimations de la DGEPP

## B. L'EMPLOI, LES SALAIRES ET LES PRIX

### 1. L'emploi

En 2016, les effectifs du secteur moderne ont baissé de 0,3% à 199 374 agents. Cette variation résulte de la baisse conjuguée des effectifs du secteur public et du parapublic en dépit de la hausse constatée des emplois des entreprises du secteur privé.

**Tableau n°4 : Evolution de l'emploi dans le secteur moderne**

Désignation	2014	2015	2016	16/15
<b>Sociétés</b>	<b>90 188</b>	<b>90 327</b>	<b>91 224</b>	<b>1,0%</b>
Parapubliques	4976	5052	4052	-19,8%
Privées	85 212	85 275	87 173	2,2%
<b>Secteur public</b>	<b>109 050</b>	<b>109 564</b>	<b>108 150</b>	<b>-1,3%</b>
Fonction publique	86 555	87 075	85 697	-1,6%
MONP	16 276	15 257	15 227	-0,2%
<i>Libreville</i>	6 222	7 005	7 054	0,7%
<i>Intérieur</i>	10 054	8 252	8 173	-1,0%
Collectivités locales	6 219	7 232	7 226	-0,1%
<b>Total général</b>	<b>199 238</b>	<b>199 891</b>	<b>199 374</b>	<b>-0,3%</b>

Source : estimations de la DGEPP

#### a. L'emploi dans le secteur public

A fin décembre 2016, l'administration publique a enregistré une légère baisse des effectifs de 1,3%, à 108 150 agents. Cette variation résulte de la réduction simultanée des effectifs de la Fonction Publique, de la Main d'Œuvre Non Permanente (MONP) et des Collectivités locales. Il s'agit essentiellement des départs à la retraite n'ayant pas été systématiquement remplacés.

#### b. L'emploi dans les sociétés

L'emploi total dans les sociétés a augmenté de 1% en 2016 à 91 224 emplois. Cette légère hausse est à mettre à l'actif de l'accroissement des effectifs dans le privé, nonobstant la baisse de l'emploi dans le parapublic.

La hausse de l'emploi dans le secteur privé provient de l'accroissement de l'emploi dans les branches suivantes : Agriculture (+40,4%), Autres industries (+18,9%), Industries Agro-alimentaires (+14,1%) et Banques et Assurances (+6,1%). Les améliorations constatées dans ces branches ont permis d'atténuer les pertes d'emplois enregistrées dans le secteur pétrolier (-1210 emplois).

**Tableau n°5 : Evolution de l'emploi dans les sociétés**

Désignation	2014	2015	2016	16/15
<b>Société</b>	<b>90 188</b>	<b>90 327</b>	<b>91 224</b>	<b>1,0%</b>
<b>Parapublic</b>	4 976	5 052	4 052	-19,8%
<b>Privé</b>	85 212	85 275	87 173	2,2%
<i>Agriculture</i>	8 061	8 917	12 523	40,4%
<i>Pétrole</i>	6 374	5 501	4 291	-22,0%
<i>Mines</i>	4 500	4 575	4 352	-4,9%
<i>Bois</i>	9 567	12 219	12 606	3,2%
<i>Industries Agro-alimentaires</i>	5 183	5 095	5 812	14,1%
<i>Autres industries</i>	4 744	4 277	5 085	18,9%
<i>Eau, électricité et raffinage</i>	4 499	4 758	4 726	-0,7%
<i>Bâtiment et travaux publics</i>	8 397	6 823	6 717	-1,6%
<i>Transports et Télécom</i>	9 414	9 094	7 919	-12,9%
<i>Services</i>	10 738	9 954	9 337	-6,2%
<i>Commerce</i>	10 481	10 787	10 331	-4,2%
<i>Banques et Assurances</i>	3 254	3 275	3 474	6,1%

Source : estimations DGEFP

### c. Le chômage

A fin décembre 2016, l'Office National de l'Emploi (ONE) a enregistré 8 149 demandeurs d'emploi contre 8 199 en 2015, soit une régression de 0,6%. Concernant l'offre d'emploi, 2 508 postes de travail ont été offerts en 2016, soit une hausse de 9,9% par rapport à 2015. Les embauches réalisées se chiffrent à 908, soit un taux de placement de 36,2% contre 58,5% un an plus tôt.

**Tableau n°6 : Evolution de l'offre et la demande d'emploi**

	2015	2016	Var 16/15
Demandeurs d'emploi	8 199	8 149	-0,6%
Offres d'emploi	2 282	2 508	9,9%
Embauchés	1 335	908	-32,0%

Source : O.N.E

## 2. Les salaires

La masse salariale du secteur moderne exécutée en 2016 a progressé de 0,1% pour s'établir à 1992,1 milliards de FCFA, en raison de la hausse des rémunérations des agents publics (+2,9%), malgré la baisse observée dans les sociétés (-1,5%).

**Tableau n°7 : Evolution de la masse salariale du secteur moderne**

Désignation	2015	2016	16/15
<b>Sociétés (*)</b>	<b>1242,6</b>	<b>1223,5</b>	<b>-1,5%</b>
Privées	1075,1	1061	-1,3%
Parapubliques	167,5	162,5	-3,0%
<b>Secteur Public</b>	<b>746,7</b>	<b>768,6</b>	<b>2,9%</b>
Fonction publique	562,9	692,8	23,1%
MONP	69,6	38,1	-45,3%
Autres (PIP)	82,3	-	
Collectivités locales	31,9	37,7	18,2%
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1989,3</b>	<b>1992,1</b>	<b>0,1%</b>

Sources : \*estimations DGEPP, ANINF, DGCPT

### **a. La masse salariale du secteur public**

En 2016, la masse salariale du secteur public a progressé de 2,9% pour s'établir à 768,6 milliards. Cette évolution résulte de la hausse des traitements des administrations de la Fonction Publique (solde permanente) qui se sont accrus de 23,1%, atteignant 692,8 milliards de FCFA comparativement à 2015. L'administration de l'Education (+35,5%) et l'administration générale (+29,5%) ont particulièrement influencé ce résultat.

Par ailleurs, l'impact des nombreuses réformes mises en œuvre par le Gouvernement afin de maîtriser progressivement la masse salariale sont encore peu perceptibles dans l'ensemble des départements de la Fonction publique. En effet, la mise en œuvre du Nouveau Système de Rémunération, à partir du deuxième semestre 2015, auquel s'ajoutent les régularisations administratives des agents de l'Etat expliquent essentiellement la hausse significative de la solde permanente en 2016.

**Tableau n°8 : Evolution de la solde permanente par secteur**

Secteurs	2015	2016	16/15
Pouvoirs Publics	168,2	191,8	14%
Administration Générale	73,1	94,7	29,5%
Administration Economique	46,1	55,5	20,4%
Administration de Développement	27	31,6	17%
Administration des Transports	8	10,2	27,5%
Administration de l'Education	160,3	217,2	35,5%
Administration Sociale	79,1	88,9	12,4%
Autres	1,1	2,9	163,6%
<b>Total</b>	<b>562,9</b>	<b>692,8</b>	<b>23,1%</b>

Source : ANINF, DGBFIP

S'agissant de la masse salariale de la Main d'Œuvre Non Permanente (MONP), elle a diminué de 45,3% en 2016 pour se situer à 38,1 milliards de Francs CFA. Cette situation est la résultante de la légère baisse des effectifs.

## **b. La masse salariale des sociétés**

La masse salariale des sociétés a baissé de 1,5% à 1 223,5 milliards de FCFA en 2016. Ce retrait est observé aussi bien au niveau des entreprises parapubliques (-3%) que privées (-1,3%).

L'évolution de la masse salariale des entreprises privées résulte des licenciements économiques, du non-renouvellement des Contrats à Durée Déterminée (CDD) et de la mise en chômage technique dans les secteurs tels que pétrole (-12%), transports et télécommunications (-12%), autres industries (-6,4%) et services (-5,4%). Toutefois, cette baisse a été atténuée par la hausse de la masse salariale des secteurs agricole (+17,7%), bois (+10,7%), banques et assurances (+8,3%) et industries agro-alimentaires (+6,3%), en raison de l'accroissement des effectifs.

## **3. Les prix**

L'année 2016 s'est caractérisée par une reprise de l'inflation contrairement à l'évolution déflationniste enregistrée en 2015.

En 2016, l'inflation, mesurée par l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) a progressé de 2,1% en moyenne annuelle par rapport à l'année 2015. Cette évolution est tributaire du renchérissement des prix relatifs aux fonctions suivantes :

- *Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles* (+1,4%), en liaison principalement avec la révision à la hausse des prix de l'eau et de l'électricité ;
- *Transports* (+10,5%) consécutive à l'augmentation des prix des dépenses d'utilisation des véhicules (+2,5%), des carburants et lubrifiants (+0,9%), des services de transport (+23,6%) et des transports de longue distance (+21,5%) ;
- *Biens et services divers* (+35,2%), sous l'effet conjugué de la hausse des tarifs des soins corporels (+48,7%), autres appareils, articles et produits pour soins (+13,6%) et des effets personnels, articles de bijouterie et d'horlogerie (+23,8%).

Le renforcement de la politique de lutte contre la vie chère a conduit à une maîtrise des prix des *Produits alimentaires et boissons non alcoolisées* par rapport à 2015. De même, les prix des communications continuent de se contracter (-23,3%), suite à la poursuite des offres promotionnelles.

Pour la deuxième année consécutive, le taux d'inflation est resté en dessous du critère de convergence CEMAC, établi à 3%.

### Evolution des Prix à la Consommation des Ménages

Regroupement	Pondération	Annuelle			Variation annuelle			Glissement (déc. à déc.) (%)
		2014	2015	2016	2014	2015	2016	
<b>INDICE GLOBAL</b>	<b>10000</b>	<b>127,9</b>	<b>127,4</b>	<b>130,1</b>	<b>4,7%</b>	<b>-0,3%</b>	<b>2,1%</b>	<b>4,1</b>
<b>Produits alimentaires et boissons non alcoolisées</b>	<b>3291</b>	<b>135,8</b>	<b>139,9</b>	<b>139,8</b>	<b>2,9%</b>	<b>3,0%</b>	<b>-0,1%</b>	<b>-1,4</b>
Pains et céréales	673	124,8	127	128,9	1%	1,8%	1,5%	-1
Viandes	720	129,4	136,1	135,5	5,2%	5,2%	-0,4%	-0,1
Poissons et fruits de mer	446	182	184,6	185,6	14,5%	1,4%	0,6%	-5,4
Lait, fromage et œufs	243	122,2	125,5	124,7	2,6%	2,7%	-0,6%	1,3
Huiles et graisses	183	130	138,7	128,7	-2,6%	6,7%	-7,2%	-6,6
Légumes et tubercules	534	146,4	152,2	152,8	-1,5%	4%	0,4%	-0,9
<b>Boissons alcoolisées et tabac</b>	<b>185</b>	<b>117,7</b>	<b>119,6</b>	<b>122,6</b>	<b>-1,7%</b>	<b>1,6%</b>	<b>2,5%</b>	<b>-0,4</b>
<b>Articles d'habillement et chaussures</b>	<b>794</b>	<b>116,3</b>	<b>135,8</b>	<b>135,9</b>	<b>10,4%</b>	<b>16,8%</b>	<b>0,1%</b>	<b>2,8</b>
<b>Logement, eau, gaz, électricité...</b>	<b>2053</b>	<b>140,1</b>	<b>125,7</b>	<b>127,5</b>	<b>7%</b>	<b>-10,3%</b>	<b>1,4%</b>	<b>12,2</b>
<b>Meubles, articles de ménages, entretien...</b>	<b>561</b>	<b>118,4</b>	<b>117,7</b>	<b>122,6</b>	<b>11,5%</b>	<b>-0,6%</b>	<b>4,2%</b>	<b>3</b>
<b>Santé</b>	<b>357</b>	<b>118,6</b>	<b>105</b>	<b>99,4</b>	<b>-3,1%</b>	<b>-11,4%</b>	<b>-5,4%</b>	<b>-11,7</b>
<b>Transports</b>	<b>990</b>	<b>127</b>	<b>129,3</b>	<b>143</b>	<b>4,8%</b>	<b>1,8%</b>	<b>10,5%</b>	<b>11,2</b>
<b>Communications</b>	<b>355</b>	<b>105,6</b>	<b>80,5</b>	<b>61,8</b>	<b>4,4%</b>	<b>-23,8%</b>	<b>-23,3%</b>	<b>-6,7</b>
<b>Loisirs et cultures</b>	<b>503</b>	<b>107,6</b>	<b>118,4</b>	<b>121,6</b>	<b>5,1%</b>	<b>10,1%</b>	<b>2,7%</b>	<b>1</b>
<b>Enseignement</b>	<b>170</b>	<b>107,2</b>	<b>107,8</b>	<b>112,1</b>	<b>1,3%</b>	<b>0,6%</b>	<b>3,9%</b>	<b>1,6</b>
<b>Restaurants et hôtels</b>	<b>466</b>	<b>124,8</b>	<b>125,4</b>	<b>130,5</b>	<b>3,7%</b>	<b>0,5%</b>	<b>4,1%</b>	<b>2,9</b>
<b>Biens et services divers</b>	<b>275</b>	<b>99,4</b>	<b>106,5</b>	<b>143,9</b>	<b>1,7%</b>	<b>7,1%</b>	<b>35,2%</b>	<b>36,9</b>

Source : DGS

### C. LA BALANCE DES PAIEMENTS EN 2016

En 2016, le secteur extérieur a subi les effets de la baisse des cours mondiaux de pétrole amorcée au second semestre 2014. Dans ce contexte, le déficit de la balance globale s'est davantage détérioré passant de -212,6 milliards de FCFA en 2015 à -553,3 milliards de FCFA.

**Tableau n°9 : Evolution des comptes de la Balance des Paiements**

En milliards de FCFA	2014*	2015*	2016*	Var 16/15
Transactions courantes	708,7	-61,5	-272,8	<b>-343,6%</b>
Mouvements de Capitaux	-336,7	-89,2	143,2	<b>260,5%</b>
Erreurs et Omissions	-466,2	-61,9	-423,8	<b>-584,7%</b>
<b>BALANCE GLOBALE</b>	<b>-94,3</b>	<b>-212,6</b>	<b>-553,3</b>	<b>-160,3%</b>

Source : BEAC, \* Estimations

### 1. La balance des transactions courantes

Le compte courant, s'est soldé par un déficit de 272,8 milliards de FCFA en 2016 contre un déficit de 61,5 milliards de FCFA une année plus tôt. Cette diminution est essentiellement liée à la dégradation du solde commercial (-27,8%).

#### **La balance commerciale**

L'excédent de la balance commerciale s'est nettement détérioré à 1 240,9 milliards de FCFA contre 1 668,6 milliards de FCFA en 2015. Ce résultat s'explique par la baisse des exportations malgré la diminution des importations.

Les exportations en valeur se sont repliées de 19,2% à 2 677,6 milliards de FCFA, du fait de la diminution des exportations pétrolières (-22,2%) et de manganèse (-33,6%), dans un contexte de baisse des prix du baril. Toutefois, il convient de relever la hausse des ventes de bois sciés (+14,4%) et d'or brut (+33,3%).

Les importations, quant à elles, ont reculé de 10,6% à 1 472,7 milliards de FCFA en 2016, suite à la baisse des approvisionnements en nouveaux outils et équipements, essentiellement dans les secteurs pétrolier et minier.

**Tableau n°10 : Evolution de la balance commerciale**

En milliards de FCFA	2014*	2015*	2016*	Var 16/15
Exportations (fob)	4603,5	3315,1	2677,6	-19,2%
Importations (fob)	1825,1	1646,5	1472,7	-10,6%
<b>Balance commerciale</b>	<b>2778,4</b>	<b>1668,6</b>	<b>1204,9</b>	<b>-25,6%</b>
Termes de l'échange	252,2%	201,3%	181,8%	-

Source : BEAC, \* Estimations

#### **La balance des services**

Le solde de la balance des services est resté déficitaire. Toutefois, il s'est amélioré en 2016 comparativement à 2015 (-718,2 milliards de FCFA en 2016 contre -874,6 milliards de FCFA en 2015). Cette amélioration du déficit s'explique par la hausse des entrées de devises dans la quasi-totalité des services, excepté les «autres assurances».

#### **La balance des revenus**

Le déficit de la balance des revenus s'est amélioré en 2016, passant de -712,4 milliards de FCFA en 2015 à -612,5 milliards de FCFA. Cette évolution est essentiellement attribuable à la diminution de la sortie des devises liée à la rémunération des investissements publics (-472,5 milliards de FCFA en 2016 contre -580,0 milliards de FCFA).

Par ailleurs, le solde déficitaire des transferts s'est légèrement creusé passant de -143,1 milliards de FCFA à -147,0 milliards de FCFA, en corrélation aux transferts publics et privés.

## 2. La balance des capitaux

En 2016, la balance des capitaux s'est nettement améliorée, passant d'un solde déficitaire de 89,2 milliards de FCFA en 2015 à un solde excédentaire de 143,2 milliards de FCFA. Cette évolution provient, principalement, de la diminution des sorties de devises au titre des autres investissements.

Les flux des Investissements Directs Etrangers (IDE) se sont inscrits en hausse (+70,9%) pour se situer à 406,9 milliards de FCFA en 2016. Cette amélioration s'explique par l'accroissement des investissements réalisés, notamment dans l'agriculture, l'industrie du bois et la métallurgie.

**Tableau n°11 : Balance globale**

En milliards de FCFA	2014*	2015*	2016*	Var 16/15
<b>1- Transactions courantes</b>	<b>708,7</b>	<b>-61,5</b>	<b>-272,8</b>	<b>-343,6%</b>
balance commerciale	2778,4	1668,6	1204,9	-27,8%
balance des services	-945,9	-874,6	-718,2	17,9%
balance des revenus	-973,9	-712,4	-612,5	14,0%
balance des transferts	-149,9	-143,2	-147,0	-2,7%
<b>2- Balance des capitaux</b>	<b>-336,7</b>	<b>-89,2</b>	<b>143,2</b>	<b>260,5%</b>
- Investissements directs	416,8	238,1	406,9	<b>70,9%</b>
- Investissements de portefeuille	-	-	-	-
- Autres investissements	-753,5	-327,3	-263,6	19,5%
<i>Secteur privé</i>	<i>-800,4</i>	<i>-599,4</i>	<i>-519,8</i>	<i>13,3%</i>
<i>Secteur public</i>	<i>55,2</i>	<i>288,9</i>	<i>288,3</i>	<i>0,2%</i>
<i>Banques commerciales</i>	<i>-8,3</i>	<i>-16,8</i>	<i>-32,2</i>	<i>-91,7%</i>
<b>3- Erreurs et Omissions</b>	<b>-466,2</b>	<b>-61,9</b>	<b>-423,8</b>	<b>-584,7%</b>
<b>BALANCE GLOBALE</b>	<b>-94,3</b>	<b>-212,6</b>	<b>-553,3</b>	<b>-160,3%</b>

Source : BEAC, \* Estimations

## E. LA SITUATION MONETAIRE

Au 31 décembre 2016, la situation monétaire large, corrélée à l'évolution du secteur réel, des finances publiques et des échanges avec l'extérieur, est marquée par :

- une baisse de la masse monétaire ;
- une consolidation du crédit intérieur ;
- une contraction des avoirs extérieurs nets ;
- une dégradation de la Position Nette du Gouvernement ;
- un assouplissement de la politique monétaire.

### LA MASSE MONETAIRE (M2)

La masse monétaire a régressé de 7,9% à 2 080,9 milliards de FCFA, suite à la dépréciation des avoirs extérieurs nets (-60,1%). Au niveau de ses composantes, on note une baisse de la circulation fiduciaire (-5,5%) et un léger relèvement des dépôts collectés (-8,4%).

- **La quasi-monnaie**

La quasi-monnaie a baissé de 9,5% à 719,3 milliards de FCFA en décembre 2016, consécutivement à l'effritement de l'épargne des agents économiques, en l'occurrence ceux du secteur privé.

- **Les ressources extra-monétaires**

Elles ont décliné de 1,7% pour se situer à 127,7 milliards de FCFA en décembre 2016, sous l'effet de la dégradation des Autres Postes Nets (passant de -109,2 milliards de FCFA à -251,8 milliards de FCFA en 2016).

- **Les contreparties de la masse monétaire**

Sur la période, les contreparties des ressources monétaires ont fléchi de 10,9% à 2 208,5 milliards de FCFA, en liaison avec la contraction des avoirs extérieurs nets (-60,1%).

- **Les avoirs extérieurs nets**

Les Avoirs Extérieurs Nets du système bancaire ont baissé de 60,1% à 446,6 milliards de FCFA. Cette évolution est liée à la diminution conjointe des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale (-64,2% à 358,3 milliards de FCFA en décembre 2016) et de ceux des banques primaires (-25,2% à 88,3 milliards en décembre 2016).

- **Le crédit intérieur**

A fin décembre 2016, le crédit intérieur s'est raffermi de 29,6% à 1 761,9 milliards de FCFA, consécutivement à la hausse des créances nettes sur l'Etat qui se sont situées à 589,4 milliards de FCFA.

- **Les créances nettes sur l'Etat**

La situation nette débitrice de l'Etat envers le système bancaire s'est établie à +589,4 milliards de FCFA en décembre 2016 contre +55,8 milliards de FCFA un an plus tôt, traduisant ainsi une forte augmentation de la dette intérieure de l'Etat.

Par conséquent, la Position Nette du Gouvernement (PNG) s'est détériorée, passant de +136,2 milliards de FCFA en décembre 2015 à +547,8 milliards de FCFA en décembre 2016.

- **Les créances sur l'économie**

Elles ont diminué de 10,1% à 1172,5 milliards de FCFA en décembre 2016, en rapport avec la baisse des crédits consentis au secteur privé non financier, représentant 92,7% des crédits bancaires.

## **LA POLITIQUE MONETAIRE**

En glissement annuel, la politique monétaire de la BEAC a reposé sur le maintien du TIAO (Taux d'Intérêt des Appels d'Offres), de l'objectif de refinancement, des autres taux directeurs et de la politique des réserves obligatoires.

### ▪ ***Le refinancement bancaire***

Le marché interbancaire est caractérisé par un niveau de liquidité acceptable. Aussi, l'Institut d'Emission a maintenu son objectif de refinancement à 2 milliards de FCFA.

### ▪ ***La politique des taux d'intérêt***

Au plan sous régional, le Comité de politique monétaire du 20 décembre 2016 a noté une décélération de la croissance autour de 1% pour l'année 2016, essentiellement liée aux effets dépressifs de la morosité du secteur pétrolier. Le Comité de Politique Monétaire a fixé les principaux taux d'intervention ainsi qu'il suit :

- Taux d'Intérêt des Appels d'Offres (TIAO) : 2,45% ;
- Taux des Prises en Pension : 4,20% ;
- Taux Crédeur Minimum : 2,45%.

De même, les taux d'intérêt sur les placements ont été maintenus et fixés comme suit :

- Placements à 7 jours : 0% ;
- Placements à 28 jours : 0% ;
- Placements à 84 jours : 0%.

### ▪ ***La politique des réserves obligatoires***

Les coefficients applicables sur les Dépôts à Terme (DAT), sur les Dépôts à Vue (DAV) et le taux de rémunération des réserves obligatoires sont restés identiques et se présentent comme suit :

- Coefficients applicables sur les Dépôts à Vue (DAV) : 11,75% ;
- Coefficients applicables sur les Dépôts à Terme (DAT) : 9,25% ;
- Taux de rémunération des réserves obligatoires : 0,05%.

## **Deuxième Partie : L'EXECUTION DE LA LOI DE FINANCES 2016**

La loi de finances 2016 a été arrêtée en équilibre à **2626,01 milliards FCFA** contre **2 651,2 milliards FCFA**, dans la loi de finances rectificative 2015, soit une baisse de **24,6 milliards FCFA**. Cette diminution s'explique principalement par un retournement défavorable de conjoncture, consécutif principalement, à la chute du prix du baril conjuguée au ralentissement de la production pétrolière en raison des champs devenus matures.

Malgré ces difficultés conjoncturelles, le Gouvernement a maintenu les efforts d'investissement nécessaires à l'organisation des élections présidentielles et de la coupe d'Afrique des Nations (CAN) en début d'année 2017. Le maintien des dépenses à caractère social ainsi que la poursuite de la diversification de l'économie, en phase avec le PSGE et ses différentes déclinaisons, ont également constitué des priorités pour le Gouvernement

Ainsi, conformément aux dispositions de l'article 29 de la loi organique n° 20/2014 du 21 mai 2015 relative aux lois de finances et à l'exécution du budget (LOLFEB), l'exécution des ressources et des charges de l'Etat distingue les opérations budgétaires, d'une part **(I)**, et les opérations de trésorerie et de financement **(II)**, d'autre part.

## I. L'EXECUTION DES OPERATIONS BUDGETAIRES

Tableau 1 : Exécution des opérations budgétaires

TABLEAU DE L'EQUILIBRE BUDGETAIRE				
Recettes		Dépenses		Soldes
RECETTES ENCAISSEES		DEPENSES ORDONNANCEES		
Budget général				
Titre 1. Recettes fiscales	1 049 626	Titre 1. Charges financières de la dette	149 352	<b>-39 958</b>
Titre 2. Dons, legs, et fonds de concours	0	Titre 2. Dépenses de personnel	704 138	
Titre 3. Cotisations sociales	26 415	Titre 3. Dépenses de biens et services	131 005	
Titre 4. Autres recettes	647 866	Titre 4. Dépenses de transfert	470 919	
		Titre 5. Dépenses d'investissement	301 264	
		Titre 6. Autres dépenses	7 187	
Total des recettes (Budget général)	1 723 907	Total des dépenses (Budget général)	1 763 865	
<b>TOTAL RECETTES DU BUDGET DE L'ETAT</b>	<b>1 723 907</b>	<b>TOTAL DEPENSES DU BUDGET DE L'ETAT</b>	<b>1 763 865</b>	
Solde Budgétaire global				- 39 958
Solde Budgétaire de base				- 39 958

**Source** : DGCP, DGBFIP

Les opérations budgétaires concernent le recouvrement des recettes et l'exécution des dépenses du Budget de l'Etat.

Programmées à **2 043,9 milliards FCFA**, les recettes budgétaires ont été recouvrées à **1 723,9 milliards** de FCFA. Dans le même temps, les dépenses budgétaires ont été ordonnancées à **1 763,8 milliards** de FCFA contre **2 152,1 milliards** de FCFA initialement prévues. Cette situation laisse apparaître un déficit des opérations budgétaires de **39,9 milliards** FCFA, couvert par les flux de trésorerie et de financement.

## A. L'EXECUTION DES RECETTES BUDGETAIRES

**Tableau 2** : Exécution des recettes budgétaires

LIBELLE DE LA RESSOURCE	Execution 2015	LFI 2016	Exécution 2016		ECART EXECUTION 2016/ LFI 2016
			Valeur	%	
A. TITRE 1 : RECETTES FISCALES (Brutes)	1 480 776	1 412 424	1 049 626	74,31%	-362 798
D. TITRE 4 : AUTRES RECETTES	565 693	607 330	647 866	106,67%	40 536
TOTAL DES RECETTES	2 046 469	2 043 874	1 697 492	83,05%	-346 382

**Source** : DGCP

Arrêtées à **2 043,9 milliards de FCFA** dans la loi de finances de l'année, les recettes budgétaires perçues se sont établies à **1 697,5 milliards de FCFA** (hors cotisations sociales), soit 74,3%. Ce taux de réalisation tient compte des recettes fiscales que des recettes non fiscales.

### 1. Les recettes fiscales

**Tableau 3** : Exécution des recettes fiscales

LIBELLE DE LA RESSOURCE	Exécution 2015	LFI 2016	Exécution 2016		ECART EXECUTION 2016/ LFI 2016
			Valeur	%	
A. TITRE 1 : RECETTES FISCALES (Brutes)	1 480 776	1 412 424	1 049 626	74,31%	-362 798
<b>Impôts</b>	<b>544 335</b>	<b>579 931</b>	<b>386 202</b>	<b>66,59%</b>	<b>-193 729</b>
Impôts sur les sociétés	354 917	361 703	206 164	57,00%	-155 539
Impôts sur les personnes	164 878	197 366	152 229	77,13%	-45 137
Impôts sur les revenus des capitaux	24 540	20 861	27 808	133,30%	6 947
<b>Taxes</b>	<b>936 440</b>	<b>832 493</b>	<b>663 424</b>	<b>79,69%</b>	<b>-169 069</b>
Droits et taxes sur la propriété	23 014	31 382	21 941	69,92%	-9 441
Taxes sur les biens et services	488 981	385 043	329 109	85,47%	-55 934
Droits et taxes de douanes	291 779	407 777	300 609	73,72%	-107 168
Autres recettes fiscales	73 475	8 290	11 765	141,90%	3 474
Recettes à régulariser	59 191				

**Source** : DGCP

Chiffrées à **1 412,4 milliards de FCFA**, les recettes fiscales ont été recouvrées à **1 049,6 milliards FCFA**, soit un taux de réalisation de 74,3%. Ces réalisations qui concernent aussi bien les impôts (**386,2 milliards FCFA**) que les taxes (**663, 4 milliards FCFA**) s'expliquent par la persistance des conditions économiques défavorables et se décomposent ainsi qu'il suit :

Pour ce qui concerne les impôts,

- l'impôt sur les sociétés (IS) qui affiche un niveau d'exécution de **206,1 milliards FCFA** contre **367,1 milliards de FCFA** prévus, soit un taux d'exécution de 57%;
- l'impôt sur les personnes, liquidé à **152,2 milliards FCFA** contre un niveau attendu de **197,4 milliards FCFA**, soit 77,1% ;
- l'impôt sur le revenu des capitaux se chiffre à **27,8 milliards FCFA** contre **20,8 milliards FCFA** programmés, soit 133,3%.

Outre l'impôt sur les revenus des capitaux, les contreperformances enregistrées sur les deux (2) premières catégories s'expliquent principalement par le ralentissement économique observé tout au long de l'année 2016, qui a négativement impacté l'activité des entreprises, mais aussi par une consommation des ménages en berne et des dérogations fiscales (dépenses fiscales) en hausse.

S'agissant des taxes,

- les droits et taxes sur la propriété, recouverts à **21,9 milliards FCFA** contre **31,4 milliards FCFA** prévus, soit un taux de recouvrement de 69,9% ;
- les taxes sur les biens et services, recouvertes à hauteur de **329,1 milliards de FCFA** contre un niveau de **385 milliards de FCFA** attendus, soit un taux d'exécution de 85,5% ;
- les droits et taxes de douanes, réalisés à **300,6 milliards FCFA** contre **407,7 milliards FCFA** attendus, soit un taux de recouvrement de 73,7%.
- les autres recettes fiscales, recouvertes à **11,7 milliards FCFA** contre un montant de **8,3 milliards FCFA** prévus, soit un taux de réalisation de 141,9%.

Dans ce cadre, les performances réalisées par l'administration des douanes sont liées au contexte économique marqué par un repli des cours des principales matières premières (pétrole et manganèse) et une contraction de la demande intérieure.

Ainsi, les **importations ont connu une baisse globale de 22,82%**, contre **21,29% de diminution pour les exportations, tous régimes douaniers confondus**.

Toutefois, des actions menées par l'Administration des Douanes, avec le soutien de la Direction Générale de la Comptabilité Publique et du Trésor, dans le cadre de la stratégie d'optimisation des recettes, ont permis d'atténuer les effets de la crise internationale sur les recettes douanières.

Cependant, il convient de noter que outre les dépenses fiscales évaluées à **222,43 milliards FCFA**, des « Restes à Recouvrer » d'un montant total estimé à **13,58 milliards de Francs CFA** dont **8,63 FCFA** d'impayés de la SOGARA, ont fortement contribué à la non réalisation de l'objectif de recettes douanières 2016.

## 2. Les recettes non fiscales

**Tableau 4** : Exécution des recettes non fiscales

	Exécution 2015	LFI 2016	Exécution		ECART EXECUTION 2016/ LFI 2016
			Valeur	%	
<b>LES RECETTES NON FISCALES</b>	<b>565 693</b>	<b>607 330</b>	<b>647 866</b>	<b>106,67%</b>	<b>40 536</b>
<b>Revenus de la propriété</b>	<b>486 657</b>	<b>567 271</b>	<b>504 112</b>	<b>88,87%</b>	<b>-63 160</b>
Revenus de participations	41 854	14 253	49 243	345,50%	34 991
Revenus du domaine foncier	176	515	45	8,79%	-470
Revenus du domaine pétrolier	433 355	547 717	445 872	81,41%	-101 845
Revenus du domaine minier	6 781	175	4 557	2607,15%	4 382
Revenus du domaine forestier	4 491	4 612	4 395	95,29%	-217
<b>Recettes diverses (y.c. recettes affectées)</b>	<b>79 037</b>	<b>40 059</b>	<b>143 754</b>	<b>358,86%</b>	<b>103 696</b>
<b>TOTAL DES RECETTES</b>	<b>2 046 469</b>	<b>2 043 874</b>	<b>1 723 907</b>	<b>84,35%</b>	<b>-319 967</b>

Evaluées à **607,3 milliards de FCFA** dans la loi de finances, les recettes non fiscales ont été recouvrées à hauteur de **647,9 milliards de FCFA**, soit un taux de 106,7%. Ce surplus de réalisation est principalement imputable à la bonne tenue :

- des revenus des participations, évaluées **14,2 milliards FCFA** dans la loi de finances, ces revenus ont été réalisés à hauteur de **49,2 milliards de FCFA**, soit plus de trois fois le niveau prévu ;
- des revenus du domaine minier, arrêtés à **175 millions de FCFA**, cette recette a connu une réalisation de **4,5 milliards de FCFA**, soit plus de vingt cinq fois le niveau prévu;

A l'exception de ces deux (2) natures de recettes, les autres recettes non fiscales ont connu des niveaux de réalisation en dessous de l'autorisation parlementaire. Il s'agit :

- des revenus du domaine foncier, **45 millions FCFA réalisés** contre **515 millions FCFA programmés** ;
- des revenus du domaine pétrolier **445,8 milliards FCFA liquidés** contre **547,7 milliards FCFA prévus** ;
- des revenus du domaine forestier **4,4 milliards FCFA réalisés** contre **4,6 milliards FCFA programmés**.

## B. L'EXECUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES

**Tableau 5** : Exécution des dépenses budgétaires

Titres et Catégories	Exécution 2015	LFI 2016	Exécution 2016		ECART EXECUTION 2016/ LFI 2016
			Valeur	%	
<b>Titre 1. Charges financières de la dette</b>	174 074	180 219	149 352	82,87%	-30 867
<b>Titre 2. Dépenses de personnel</b>	714 444	732 200	731 239	99,87%	-961
<b>Titre 3. Dépenses de biens et services</b>	272 263	319 721	223 510	69,91%	-96 211
<b>Titre 4. Dépenses de transferts</b>	320 487	349 244	229 650	65,76%	-119 594
<b>Titre 5. Dépenses d'investissement</b>	539 920	562 773	403 021	71,61%	-159 752
<b>Titre 6. Autres dépenses</b>	9 730	8 000	7 192	89,90%	-808
<b>TOTAL</b>	<b>2 030 919</b>	<b>2 152 157</b>	<b>1 743 965</b>	<b>81,03%</b>	<b>-408 192</b>

*Source* : DGCPT, DGBFIP

Evaluées à **2 152,1 milliards FCFA** dans la loi de finances, les dépenses budgétaires ont été ordonnancées à **1 744 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de 81%. D'une manière globale, tous les titres de dépenses ont été exécutés dans des proportions proches de l'autorisation parlementaire.

Dans un contexte marqué par la poursuite de la contraction des recettes budgétaires, le Gouvernement a mis en place un ensemble de mesures visant à contenir les dépenses obligatoires et récurrentes et à garantir leur efficacité. Ces mesures ont permis de recentrer l'action publique autour des priorités, à savoir le social et les chantiers majeurs ayant un fort impact sur la croissance, le développement et le bien-être des citoyens. Celles-ci sont présentées dans l'analyse de l'exécution des dépenses par titre.

### 1. Les charges financières de la dette

**Tableau 6** : Exécution des charges financières de la dette

Titres et catégories	Exécution 2015	LFI 2016	Exécution 2016		ECART EXECUTION 2016/ LFI 2016
			Valeur	%	
<b>Titre 1. Charges financières de la dette</b>	<b>50 870</b>	<b>180 219</b>	<b>149 352</b>	<b>82,87%</b>	<b>-30 867</b>
Extérieure	0	142 409	119 511	83,92%	-22 899
Intérêts sur emprunts extérieurs-courants	0	134 409	112 267	83,53%	-22 142
<i>Bilatéraux</i>	<i>16 110</i>	<i>18 380</i>	<i>18 188</i>	<i>98,95%</i>	<i>-192</i>
<i>Multilatéraux</i>	<i>7 725</i>	<i>13 369</i>	<i>6 181</i>	<i>46,23%</i>	<i>-7 188</i>
<i>Banques</i>	<i>20 363</i>	<i>15 030</i>	<i>0</i>	<i>0,00%</i>	<i>-15 030</i>
<i>Marchés Financiers</i>	<i>78 001</i>	<i>87 631</i>	<i>87 899</i>	<i>100,31%</i>	<i>268</i>
Intérêts-commissions et frais	0	8 000	7 243	90,54%	-757

<i>Pertes sur change</i>	0	4 000	4 800	120,00%	800
<i>Commission et frais-extérieur DGD</i>	0	4 000	2 443	61,09%	-1 557
<b>Intérieure</b>	<b>50 870</b>	<b>37 809</b>	<b>29 841</b>	<b>78,92%</b>	<b>-7 968</b>
<b>Intérieurs-DGD</b>	<b>19 035</b>	<b>21 567</b>	<b>9 299</b>	<b>43,12%</b>	<b>-12 267</b>
<i>Intérêts sur emprunts intérieurs-courants</i>	19 035	21 567	9 299	43,12%	-12 267
Banques intérieures	14 371	12 509	9 299		-3 210
Moratoires	1 552	42		0,00%	-42
Marchés Financiers	3 111	9 016		0,00%	-9 016
<b>Trésor-dette</b>	<b>31 835</b>	<b>16 242</b>	<b>20 541</b>	<b>126,47%</b>	<b>4 299</b>
<i>Tirage FMI (intérêts)</i>					
<i>BEAC (agios)</i>		8 048	8 048	100,00%	0
<i>Facilités de caisse</i>		694	1 062	153,07%	368
<i>Bons du Trésor Assimilables</i>		2 332	2 332	100,00%	0
<i>Perte de change</i>		997		0,00%	-997
<i>OTA</i>		4 171	9 099	218,12%	4 928
<b>TOTAL</b>	<b>50 870</b>	<b>180 219</b>	<b>149 352</b>	<b>82,87%</b>	<b>-30 867</b>

**Source :** DGCPT, DGBFIP

Au cours de l'exercice budgétaire 2016, les charges financières de la dette ont été exécutées à **149,3 milliards FCFA**, contre **180,2 milliards FCFA** prévus dans la loi de finances, soit un taux de 82,9%. Cette évolution est principalement imputable aux :

- Intérêts sur emprunt extérieurs, liquidés à **119,5 milliards FCFA**, contre **142,4 milliards FCFA** prévus, soit 83,9% ;
- Intérêts sur dette intérieure, exécutés à **29,8 milliards FCFA** contre **37,8 milliards FCFA** prévus, soit 43,1%.

Ces contreperformances peuvent s'expliquer, entre autres, par la non réalisation de tirages sur certains projets du fait notamment des difficultés de trésorerie qui n'ont pas permis d'honorer certains engagements, etc.

## 2. Les dépenses de personnel

**Tableau 7 :** Exécution des dépenses de personnel

Titres et catégories	Exécution2015	LFI 2016	Exécution 2016		ECART EXECUTION 2016/ LFI 2016
			Valeur	%	
Titre 2. Dépenses de personnel	714 444	732 200	731 239	99,87%	-961
dont :					
Solde permanente	562 879	623 500	620 196	96,62%	-21 076
Rémunération autres catégories de salariés	151 565	83 100	66 857	69,23%	-25 573
Cotisations et Contributions sociales			26 415		26 415
Prestations sociales	0	25 600	17 772	69,42%	-7 828
Total	<b>714 444</b>	<b>732 200</b>	<b>731 239</b>	<b>99,87%</b>	<b>-961</b>

**Source :** DGCPT, DGBFIP

Evaluées à **732,2 milliards FCFA** dans la loi de finances initiale, les dépenses de personnel ont été exécutées à **731,2 milliards FCFA**, soit un taux de 96,1%.

Le maintien du niveau des dépenses de personnel dans les limites de l'autorisation parlementaire s'explique par la mise en place d'un ensemble de mesures visant à maîtriser la dépense de personnel, à travers la mise à la retraite systématique des agents ayant atteint l'âge limite de la retraite, le renforcement de la lutte contre les cumuls des rémunérations, la mise en place des plans de recrutement soutenables, etc.

Ainsi, les différents postes de dépenses de personnel ont été exécutés ainsi qu'il suit :

- la solde permanente, évaluée à **623,5 milliards FCFA**, elle a été exécutée à **620,2 milliards FCFA**, soit 96,6%. Toutefois, par rapport à l'année 2015, l'exécution de ce poste de dépense est en augmentation de **57,3 milliards FCFA**. Cette situation s'explique par la régularisation des situations administratives des agents dans les secteurs prioritaires (Education et Santé notamment) ainsi que par les glissements catégoriels.
- Les rémunérations des autres catégories de personnel, ont été exécutées à **57,5 milliards FCFA** contre **83,1 milliards FCFA** prévues, soit 69,2%. Comparativement à l'année 2015, l'exécution de ce poste régresse de **84,7 milliards FCFA** du fait du reclassement de certaines indemnités et primes, autrefois exécutées sur cette grande nature.
- Prestations, cotisations et contributions sociales, consenties au profit des agents publics, projetées à **26,5 milliards FCFA**, celles-ci ont été ordonnancées à **44,1 milliards FCFA**, soit 172%. Cette évolution s'inscrit non seulement dans l'accélération de la mise en œuvre de la politique sociale du Gouvernement, mais répond aussi à l'impératif du respect par l'Etat de ses engagements vis-à-vis des organismes de sécurité sociale.

### 3. Les dépenses de biens et services

**Tableau 8** : Exécution des dépenses de biens et services

Titres et catégories	Exécution 2015	LFI 2016	Exécution 2016		ECART EXECUTION 2016/ LFI 2016
			Valeur	%	
Titre 3. Dépenses de biens et services	272 263	319 721	223 510	69,91%	-96 211
<i>dont Remboursement TVA</i>	59 689	94 078	19 900	21,15%	-74 178
Total	272 263	319 721	223 510	69,91%	-96 211

**Source** : DGCPT, DGBFIP

Arrêtées à **319,7 milliards FCFA** dans la loi de finances, les dépenses de biens et services ont été ordonnancées à **223,5 milliards FCFA**, soit 69,9%.

L'exécution des dépenses de biens et services dans les limites prescrites est liée au renforcement de la qualité de leur programmation ainsi qu'aux ajustements opérés dans cette catégorie de dépenses pour s'arrimer au niveau de recouvrement des recettes, dans la

perspective de réaliser certaines dépenses prioritaires, notamment celles liées aux élections et à l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) 2017.

Dans ce contexte, les remboursements TVA ont été ordonnancés à **19,9 milliards FCFA** contre **94 milliards FCFA** prévus, soit un taux de 21,1%.

#### 4. Les transferts

**Tableau 9** : Exécution des dépenses de transferts

Titres et catégories	Exécution 2015	LFI 2016	Exécution 2016		ECART EXECUTION 2016/ LFI 2016
			Valeur	%	
<b>Titre 4. Dépenses de transferts</b>	<b>320 487</b>	<b>349 244</b>	<b>229 650</b>	<b>65,76%</b>	<b>-119 594</b>
<i>SOGARA (subvention au gaz et pétrole lampant)</i>	25 500	83 447			-83 447
<i>Pensions Fonctionnaires</i>		61 310	29 054	47,39%	-32 256
<b>Total</b>	<b>320 487</b>	<b>349 244</b>	<b>229 650</b>	<b>65,76%</b>	<b>-119 594</b>

**Source** : DGCPT, DGBFIP

Les dépenses de transferts, comprennent certaines natures de dépenses obligatoires et récurrentes ayant un caractère sensible (bourses et accessoires de frais de scolarité, cotisations internationales, subventions octroyées à certaines administrations en autonomie de gestion, etc.)

Budgétées à **349,2 milliards FCFA** dans la loi de finances 2016, les dépenses de transferts ont été ordonnancées à **229,6 milliards FCFA**, soit 65,7%. Par rapport à 2015, et en conformité avec le respect de l'autorisation parlementaire, les ordonnances sur ce titre baissent de **90,8 milliards FCFA**. Cette situation se justifie non seulement par la suppression de la subvention accordée aux produits raffinés (excepté le gaz butane et le pétrole lampant) mais aussi par les changements opérés sur les modalités d'octroi et de liquidation en cours de gestion des subventions accordées par l'Etat à certains établissements publics.

#### 5. Les dépenses d'investissement

**Tableau 10** : Exécution des dépenses d'investissement

Titres et catégories	Exécution 2015	LFI 2016	Exécution 2016		ECART EXECUTION 2016/ LFI 2016
			Valeur	%	
<b>Titre 5. Dépenses d'investissement</b>	539 920	562 773	301 264	53,53%	-261 510
Financements sur ressources propres	357 405	180 641	164 057	90,82%	-16 584
Financements extérieurs	182 515	382 133	238 964	62,53%	-143 169
<b>Total</b>	<b>539 920</b>	<b>562 773</b>	<b>403 021</b>	<b>71,61%</b>	<b>-159 752</b>

**Source** : DGCPT, DGBFIP

En matière d'investissement, malgré la conjoncture particulièrement difficile, le Gouvernement a mis l'accent sur la poursuite des actions liées au secteur des infrastructures et l'amélioration du climat des affaires, tout en préservant les efforts en cours dans les secteurs social et productif.

Dans ce cadre, l'accent a principalement été mis sur la poursuite des grands chantiers déjà amorcés ainsi que le financement de projets prioritaires, notamment ceux liés à l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) 2017.

Ainsi, projetées à **562,7 milliards FCFA** dans la loi de finances initiale, les dépenses d'investissement ont été ordonnancées à **403 milliards FCFA** (soit 71,6%) dont **164 milliards FCFA**, financées par les ressources gabonaises et **238,9 milliards FCFA** de financements extérieurs.

Les dépenses d'investissement financées par les ressources gabonaises ont été principalement consacrées aux :

- infrastructures et investissements structurants dans le cadre de l'accueil de la CAN 2017 : 90,8 milliards FCFA ;
- constructions de deux grandes écoles supérieures (Tourisme et Hôtellerie au Cap Esterias ; Commerce à Port Gentil) : 10 milliards FCFA ;
- travaux d'entretien des voiries et des routes : 24 milliards FCFA ;
- dépenses de révision de la liste électorale, d'équipements des administrations concernées par le processus électoral (législatives partielles en 2015, présidentielle et législatives en 2016) : 14,2 milliards FCFA ;
- investissements dans les institutions : 25 milliards FCFA

S'agissant des projets adossés aux financements extérieurs, arrêtés à **278,2 milliards FCFA**, ils ont été exécutés à hauteur de **182,5 milliards FCFA**, soit 65,6%.

Ces tirages concernent principalement les projets suivants :

- aménagement route Port-Gentil-Omboué : 57,4 milliards FCFA ;
- aménagement prioritaire des bassins versants : 10,6 milliards FCFA ;
- dorsale Télécom : 10,8 milliards FCFA ;
- sécurisation du réseau transport électrique Libreville : 7,2 milliards FCFA ;
- aménagement route Koumameyong-Ovan : 9,2 milliards FCFA ;
- aménagement route Lalara-Koumameyong : 6,8 milliards FCFA ;
- centre Hospitalier Universitaire Mère-Enfant : 9,6 milliards FCFA ;
- centre Hospitalier Universitaire de Libreville : 13,9 milliards FCFA ;
- aménagement route Ndjolé-Medoumane : 33,7 milliards FCFA ;
- aménagement axe routier PK12-Bifoun : 6,2 milliards FCFA.

## 6. Les Autres dépenses

**Tableau 11** : Exécution des autres dépenses

Titres et catégories	Exécution 2015	LFI 2016	Exécution 2016		ECART EXECUTION 2016/ LFI 2016
			Valeur	%	
<b>Intérieurs-AJE</b>	<b>2 134</b>	<b>3 000</b>	<b>2 299</b>	<b>76,62%</b>	<b>-701</b>
<i>Protocoles transactionnels</i>		1 000	38	3,77%	-962
<i>Condamnations pécuniaires</i>		1 000	2 256	225,60%	1 256
<i>Séquestres</i>		500		0,00%	-500
<i>Autres</i>		500	5	1,00%	-495
<b>Restructuration des entreprises</b>	<b>7597</b>	<b>5000</b>	<b>4894</b>	<b>97,87%</b>	<b>-106</b>
<i>Coûts sociaux des restructurations</i>	7 597	5 000	1 290	25,79%	-3 710
<i>Plans sociaux</i>			3 604		3 604
<b>TOTAL</b>	<b>9 730</b>	<b>8 000</b>	<b>7 192</b>	<b>89,90%</b>	<b>-808</b>

**Source** : DGCPT, DGBFIP

Evaluées à **8 milliards FCFA** dans la loi de finances, les autres dépenses ont été ordonnancées à **7,2 milliards FCFA**, soit 89,9%. Par rapport à l'année 2015, l'exécution de ce titre baisse de **1,7 milliards FCFA**.

Ainsi, l'exécution de cette dépense prend en compte :

- les protocoles transactionnels, les condamnations pécuniaires et les séquestres en gestion à l'Agence Judiciaire de l'Etat (AJE), évalués à **3 milliards FCFA** dans la loi de finances, ces dépenses ont été ordonnancées à **2,3 milliards FCFA**, soit 76,6% ;
- les couts sociaux liés à la restructurationdes entreprises et aux plans associés, évalués à 5 milliards FCFA, ceux-ci ont été ordonnancés à **4,9 milliards FCFA**, soit 97,9%.

## II. L'EXECUTION DES OPERATIONS DE TRESORERIE ET DE FINANCEMENT

**Tableau 12** : Exécution des opérations de trésorerie et de financement

	Exécution 2015	LFI 2016	Exécution		Ecart
			Valeur	%	
<b>Charges de trésorerie et de financement</b>					
Amortissement (dette extérieure)	217 742	199 392	97 442	48,87%	-101 950
Amortissement des prêts du secteur bancaire	128 796	115 041	112 665	97,93%	-2 376
Autres amortissements	555 537	80 798	530 454	656,57%	449 656
Correspondants du Trésor	83 123	48 118	0	0	-48 118
Prêts et avances	0	30 500	0	0	-30 500
<b>Total</b>	<b>985 198</b>	<b>473 850</b>	<b>740 561</b>	<b>156,28%</b>	<b>266,71</b>
<b>Ressources de trésorerie et de financement</b>					
Tirages	182 515	382 133	238 964	62,53%	-143 169
Emissions de titres publics	530 366	100 000	425 021	425,02%	325 021
Financement bancaire	354705	100 000	365 759	365,76%	265 759
<b>Total</b>	<b>1 067 585</b>	<b>582 133</b>	<b>1 029 744</b>	<b>176,89%</b>	<b>447 611</b>
<b>Solde des opérations de financement et de trésorerie</b>	<b>82 387</b>	<b>108 283</b>	<b>289 182</b>	<b>267,06%</b>	<b>45 108</b>

**Source** : DGCPT

Chiffrées à **473,8 milliards FCFA** dans la loi de finances, les charges de trésorerie et de financement ont été exécutées à **740,5 milliards FCFA**, soit 156,28%.

Dans le même temps, les ressources de trésorerie et de financement ont été mobilisées à **1 029,7 milliards FCFA** contre **582,1 milliards FCFA** projetés, soit près de deux fois l'autorisation parlementaire.

Cette situation laisse apparaître, en exécution, un excédent de trésorerie de **289,2 milliards FCFA** pour la couverture du déficit constaté sur les opérations budgétaires.

Le développement qui suit présente l'exécution détaillée des ressources et des charges de trésorerie et de financement.

## A. Les charges de trésorerie et de financement

**Tableau 13** : l'exécution des charges de trésorerie et de financement

	Exécution 2015	LFI 2016	Exécution 2016		Ecart
			valeur	%	
<b>Charges de trésorerie et de financement</b>					
<b>Amortissement (dette extérieur)</b>	<b>217 742</b>	<b>199 392</b>	<b>97 442</b>	<b>-51,1%</b>	<b>- 101 950</b>
<b>Emprunts extérieurs-courants</b>	<b>217 742</b>	<b>199 392</b>	<b>97 442</b>	<b>-51,1%</b>	<b>- 101 950</b>
Bilatéraux	33 465	49 542	32 470	-34,5%	- 17 072
Multilatéraux	27 852	31 601	21 000	-33,5%	- 10 601
Banques/ Autres bailleurs	133 524	118 249	43 972	-62,8%	- 74 277
marché international	22 901	-	-		-
<b>Amortissement des prêts du secteur bancaire</b>	<b>128 796</b>	<b>115 041</b>	<b>112 665</b>	<b>-2,1%</b>	<b>- 2 376</b>
<b>Intérieur-DGD</b>	<b>128 796</b>	<b>115 041</b>	<b>112 665</b>	<b>-2,1%</b>	<b>- 2 376</b>
Emprunts intérieurs-courants	128 796	115 041	112 665	-2,1%	- 2 376
Banques	66 602	50 346	32 857	-34,7%	- 17 489
Moratoires	39 518	25 196	45 571	80,9%	20 375
Divers	22 676	14 000	8 738	-37,6%	- 5 262
Marchés Financiers	-	25 500	25 500	0,0%	-
<b>Autres amortissements</b>	<b>555 537</b>	<b>80 798</b>	<b>530 454</b>	<b>556,5%</b>	<b>449 656</b>
<b>Amortissement des prêts du secteur non bancaire</b>		<b>30 000</b>	<b>30 000</b>	<b>0,0%</b>	<b>-</b>
AJE, coûts sociaux, opérations de couverture	-	-	-		-
Bons du Trésor Assimilables (BTA)	98 428	-	168 650		168 650
Instances Trésor	321 064	8 376	318 785	3705,8%	310 409
Arriérés de TVA	136 045	65 000	43 019	-33,8%	- 21 981
Arriérés SOGARA	-	7 422	-	-100,0%	- 7 422
<b>Correspondants du Trésor et CAS</b>	<b>83 123</b>	<b>48 118</b>	<b>-</b>	<b>-100,0%</b>	<b>- 48 118</b>
<b>Prêts et avances</b>	<b>-</b>	<b>30 500</b>	<b>-</b>	<b>-100,0%</b>	<b>- 30 500</b>
Fonds Souverain de la RG	-	2 000	-	-100,0%	- 2 000
Compte IMA (Approvisionnement)	-	28 500	-	-100,0%	- 28 500
<b>Total</b>	<b>985 198</b>	<b>473 850</b>	<b>740 561</b>	<b>156,3%</b>	<b>266 712</b>

**Source** : DGCPT

Arrêtées à **473,8 milliards FCFA** dans la loi de finances, les charges de trésorerie et de financement ont été exécutées à **740,5 milliards FCFA**. Cette exécution est principalement imputable au règlement des amortissements sur les Bons du Trésor et Assimilable (+168,6 milliards FCFA) ainsi qu'à la prise en compte de certaines instances au Trésor (+310,4 milliards FCFA).

Toutefois, les amortissements sur dettes extérieures (**97,4 milliards FCFA** réalisés contre **199,3 milliards FCFA** prévus) ainsi que les amortissements sur prêts du secteur bancaire (**112,6 milliards FCFA** réglés contre **115 milliards FCFA** espérés) ont été exécutés dans les limites de l'autorisation parlementaire.

## B. Les ressources de trésorerie et de financement

**Tableau 14** : Exécution des ressources de trésorerie et de financement

Ressources de trésorerie et de financement					
<b>Tirages</b>	<b>182 515</b>	<b>382 133</b>	<b>238 964</b>	<b>62,53%</b>	<b>- 143 169</b>
Tirages sur conventions en cours	171 182	382 133	238 964	62,53%	- 143 169
Tirages sur nouvelles conventions	11 333	-	-		-
Tirages sur prêts programmes		-	-		-
<b>Emissions de titres publics</b>	<b>530 366</b>	<b>100 000</b>	<b>425 021</b>	<b>425,0%</b>	<b>325 021</b>
Emissions de titres publics sur le Marché international	296 299	-	-		-
Emissions de titres publics sur le Marché intérieur	234 067	100 000	425 021	425,0%	325 021
<b>Financement bancaire</b>	<b>354 705</b>	<b>100 000</b>	<b>365 759</b>	<b>365,8%</b>	<b>265 759</b>
Banque centrale	195 000	100 000	-	0	- 100 000
Banques commerciales	159 705	-	365 759		365 759
<b>Total</b>	<b>1 067 585</b>	<b>582 133</b>	<b>1 029 744</b>	<b>176,89%</b>	<b>447 611</b>

**Source** : DGCPT

Projetées à **582,1 milliards FCFA** dans la loi de finances, les ressources de trésorerie et de financement ont été mobilisées à **1 029,7 milliards FCFA**, soit 176,9%.

Ces performances sont dues aux émissions de titres publics (**100 milliards FCFA** prévus contre **425 milliards FCFA** réalisés), et au financement bancaire, (**365,7 milliards FCFA** mobilisés contre **100 milliards FCFA** prévus).

Tirée par les conventions en cours, l'exécution des tirages s'est effectuée dans les limites prescrites par le législateur. En effet, projeté à **382,1 milliards FCFA**, ceux-ci ont été mobilisés à **239 milliards FCFA**, soit 62,53%.

## C. Détermination du résultat

**Tableau 15** : Détermination du résultat

(En millions FCFA)	Exécution 2015	LFI 2016	Exécution 2016	Ecart
<b>1. Opérations budgétaires</b>				
Recettes budgétaires(+)	2 046 469	2 043 874	1 723 907	-319 967
Dépenses budgétaires (-)	2 030 919	2 152 157	1 743 965	-408 192
<b>Solde des opérations budgétaires (+/-)</b>	<b>15 550</b>	<b>-108 283</b>	<b>-20 058</b>	
<b>2. Opérations de trésorerie et de financement</b>				
Charges de trésorerie et de financement (-)	985 198	473 850	740 561	266 712
Ressources de trésorerie et de financement (+)	1 067 585	582 133	1 029 744	447 611
Financement résiduel (+/-)	-	-	-	
<b>Solde des opérations de trésorerie et de financement (+/-)</b>	<b>82 387</b>	<b>108 283</b>	<b>289 182</b>	
<b>3. Résultats</b>				
Résultat de l'exercice (+/-)	<b>97 937</b>	<b>0</b>	<b>269 125</b>	
Résultat cumulé des années antérieures (+/-)	-1 262 429		-1 164 492	
<b>Solde à nouveau prévisionnel (+/-)</b>	<b>-1 164 492</b>		<b>-895 367</b>	

**Source** : DGCPT, DGBFIP

Le résultat de l'année, est arrêté à deux cent soixante-neuf milliards cent vingt-quatre millions six cent trente-trois mille neuf cent deux (**269 124 633 902**) **FCFA** dans la présente loi de règlement. Ce résultat excédentaire est affecté au compte permanent des découverts du Trésor qui s'améliore et s'établit à moins huit cent quatre-vingt-quinze milliards trois cent soixante-sept millions huit cent quatre-cinq mille quatre-vingt-dix-neuf (**- 895 367 885 099**) **FCFA**.

Fait à Libreville, le